

SOS LH 253 / 17

5612

(1939)

A

Publicité en faveur de la S.N.C.F dans France-Transports  
(contrat de publicité)

C.D. 18. 4.39 XII 1  
C.D. 25. 4.39 VII a (c) 34

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

---

Comité de Direction

---

Séance du 25 avril 1939

---

VII - Questions diverses

- France Transports.

M. Grunpelt

nLB

d'accord avec le conseil



25 avril 1939

QU. VII - Questions diverses

Revue "France-Transports"

P.V. COURT (a)

Le Comité approuve les propositions qui lui sont soumises tendant au renouvellement pour un an de l'accord passé avec la Revue "France Transports".

STENO p. 34 (c)

M. LE PRESIDENT. - La note qui vous a été distribuée expose très clairement l'affaire. De plus, le Service Commercial a donné un avis très favorable au renouvellement du contrat passé avec cette revue. Je vous propose, en conséquence, d'approuver les conclusions de la note.

M. GRIMPRET. - C'est une grosse dépense, qui me semble excessive, par rapport aux résultats que nous en retirons.

M. LE PRESIDENT. - La dépense est un peu élevée sans doute, mais le Service Commercial nous a fait savoir que cette revue est la seule qui fasse de la propagande pour les transports de marchandises par voie ferrée.

"France-Transports" n'est pas à proprement parler une revue S.N.C.F., car elle consacre un certain nombre de pages aux autres modes de transport, mais elle défend les intérêts du rail et donne des commentaires intéressants pour les usagers sur les tarifs, les colis postaux, l'organisation du système rail-route, l'usage des containers.

.....



M. BOUFFANDEAU. - A-t-elle beaucoup d'abonnés ?

M. FILIPPI. - D'après le contrat que nous avons passé, nous accordons une subvention à "France-Transports" pour faire de la publicité en faveur de la S.N.C.F. et nous souscrivons par ailleurs 800 abonnements destinés à être distribués gratuitement. Ces 800 abonnements sont répartis ainsi qu'il suit :

325 services sont adressés aux parlementaires qui sont sensés s'intéresser aux questions de transports ;

175 sont envoyés aux Chambres de commerce ;

300 abonnements sont réservés aux industriels et commerçants susceptibles d'être ou de devenir des clients du chemin de fer. Il a été entendu que les 300 abonnements attribués aux industriels et commerçants seraient distribués par roulement semestriel. A l'expiration de ce délai de 6 mois, le service cesse, mais l'intéressé reçoit auparavant une lettre préparée par "France-Transports" lui indiquant que, faute par lui de prévenir la revue, il sera invité à payer le montant de l'abonnement annuel afin d'éviter une interruption dans le service de cette revue. Cette manière de procéder n'est peut-être pas excellente, mais elle est de pratique courante et a souvent des résultats effectifs.

L'expérience a été faite. Sur 110 personnes à qui le service gratuit avait été fait, 23 ont accepté de contracter un abonnement. Les autres ont répondu ou qu'elles ne pouvaient, dans les circonstances actuelles, faire une dépense supplémentaire

- 36 -  
ou que l'abonnement ne les intéressait pas, parce qu'elles étaient déjà abonnées à d'autres revues analogues. Mais 20 %, cela paraît un résultat appréciable à l'heure présente.

M. GRIMPET. - Au fond, "France-Transports" fait de la prospection pour son compte et à nos frais, puis-je dire que nous rayons 800 services. Si ceux que nous touchons de cette façon acceptent de s'abonner, ces abonnements devraient venir en déduction de notre subvention.

M. FILIPPI. - Ce n'est pas certain, car nous avons aussi intérêt à ce que "France-Transports" continue à consentir des abonnements gratuits en nombre aussi élevé que possible. Elle trouve ainsi de nouveaux lecteurs qui seront peut-être de nouveaux clients pour la S.N.C.F.

M. LE PRÉSIDENT. - On ne peut chiffrer les résultats que donne cette méthode de propagande, pas plus qu'on ne peut évaluer les résultats de la publicité.

.....

M. LE PRÉSIDENT. - L'abonnement constitue une sorte de publicité.



M. GRIMPRET.- En somme, on ne peut prouver ni qu'elle est utile, ni qu'elle est inutile. Mais nous sommes à un moment où on impose à tout le monde des sacrifices extrêmement durs. Est-il bien légitime dès lors de donner à une revue comme celle-là, qui n'a qu'un seul rédacteur signant sous des noms différents, une subvention de 96.000 fr ?

M. LE BRESNAIS.- Si, comme je le crois et comme le service commercial l'affirme, cette subvention est susceptible de nous procurer et de nous conserver des clients, la situation difficile que nous traversons ne retire rien à l'intérêt de cette affaire.

M. GRIMPRET.- Ce que je veux dire, c'est que nous sommes à une époque où il ne faut pas faire de dépenses inutiles. Si les frais qu'occasionne " France-Transports " se trouvent compensés par le trafic qu'elle peut nous amener, il ne peut naturellement pas être question de refuser la subvention.

M. FILIPPI.- Si, sur ~~xxx~~ 110 personnes à qui le service de la Revue avait été assuré gratuitement, 25 ont accepté de souscrire un abonnement, on peut estimer que sur les 300 industriels et commerçants à qui nous envoyons cette revue 60 consentiront à payer l'abonnement. Comme la Revue nous coûte 96.000 fr par an, il suffirait que chacun de ces 60 abonnés apporte au chemin de fer un trafic annuel de l'ordre de 1.500 fr pour que nous récupérions entièrement nos débours. Tabler sur un trafic de cet ordre n'a rien d'abusif.

M. LE PRESIDENT.- L'abonnement constitue une sorte de publicité.

M. GRIMPRET..- Il importe de montrer au personnel que nous ne faisons pas de dépenses inutiles; c'est une question d'exemple à donner.

M. René MAYER..- Ce n'est pas une dépense inutile.

M. LE PRESIDENT..- Je ne connais pas l'opinion du personnel.

M. GRIMPRET..- Nous n'allons cependant pas donner 96.000 fr à " France-Transports " tous les ans indéfiniment.

M. FILIPPI..- Si la Revue recueille suffisamment d'abonnements dans l'avenir grâce à ce système, nous verrons à modifier les bases de notre accord; pour le moment, nous ne pouvons guère refuser de renouveler le contrat, parce qu'il constitue une partie de notre propre propagande.

M. GRIMPRET..- Entrevoiez-vous vers quel moment vous pourriez réduire la subvention ?

M. LE BESNERAIS..- Nous renouvelons le contrat pour un an. Nous n'avons pas l'intention de maintenir cette subvention indéfiniment sans vérification.

M. MARLIO..- Je suis d'accord.

M. LE BESNERAIS..- Nous verrons dans un an quels seront les résultats obtenus, et nous agirons en conséquence.

M. René MAYER..- J'estime pour ma part que cette affaire constitue une très bonne publicité.

M. LE PRESIDENT..- Etes-vous d'accord pour renouveler pour un an le contrat qui nous est proposé ?

M. DEVINAT..- Je suis d'accord.

\*\*\*\*\*



M. ARON.- Oui.

M. LE PRESIDENT.- La proposition est adoptée.

M. GRIMMET.- A la majorité.



18 avril 1939

-----

QU. XII - Questions diverses

i) France-transport.-

Pas de P.V. COURT

STENO p. 72

M. LE PRESIDENT - Je vous demande d'ajourner à huitaine  
l'examen de cette question.

COMITE DE DIRECTION du 18 avril 1939

-----

Questions diverses

-----

2°) France-Transports.



SOCIETE NATIONALE  
des  
CHEMINS DE FER FRANCAIS

4 avril 1939

Service Commercial

5ème Division      Renouvellement éventuel des accords passés  
avec la Revue "FRANCE TRANSPORTS"

"FRANCE TRANSPORTS" est une Revue technique, bi-mensuelle, traitant de questions commerciales, douanières et de transports.

En juin 1938, la S.N.C.F., intéressée par l'action de cette Revue en ce qui concerne les transports de marchandises, a passé avec son Directeur, M. BUIS, un accord en vertu duquel elle a :

1º) - souscrit à 800 abonnements de propagande destinés à être distribués gratuitement, pour le prix total de 48.000 fr - (50 frs l'abonnement);

2º) - versé à "FRANCE TRANSPORTS" une somme de 48.000 fr en rémunération de la publicité rédactionnelle concernant les études de tarifs, l'homologation des tarifs, les tarifs étrangers et les questions de coordination.

Ces 800 abonnements sont répartis comme suit :

a) - 325 services sont adressés à des parlementaires et, en particulier, aux Membres des Commissions du Commerce, des Douanes, des Finances et des Travaux Publics des deux Assemblées;

b) - 175 services sont faits aux Chambres de Commerce ;

c) - 300 services , par roulement semestriel, sont réservés à des industriels ou à des commerçants choisis par les Régions. Le premier roulement a été fait à dater du 15 septembre 1938. "FRANCE TRANSPORTS" a envoyé, à l'expiration de la période de six mois, une circulaire aux titulaires des services pour les

....

inviter à s'abonner. On ne connaît pas encore exactement les réponses reçues.

Le second roulement part du 1er avril 1939. Cette méthode de services par roulement s'explique par le fait que nous avons un intérêt évident à aider le Directeur de "FRANCE TRANSPORTS" à augmenter la portée de sa Revue en recrutant de nouveaux abonnés, ce qui doit nous permettre, dans l'avenir, de réduire le soutien que nous lui accordons.

En ce qui concerne la publicité rédactionnelle, de nombreux articles ont été insérés dans "FRANCE TRANSPORTS", ainsi qu'il ressort de l'annexe A ci-jointe.

La question se pose actuellement de savoir si nous devons renouveler l'accord passé avec "FRANCE TRANSPORTS", accord qui a été conclu à la date du 1er juin, mais qui n'est entré effectivement en application qu'à partir du 15 septembre 1938.

Cet accord nous paraît d'autant plus intéressant à poursuivre que "FRANCE TRANSPORTS" est un des rares organes dans lesquels nous puissions faire une publicité efficace en faveur de notre trafic-marchandises, publicité qui exige une sélection particulière et qui ne peut s'accommoder des seuls moyens employés pour le trafic-voyageurs.

"FRANCE TRANSPORTS" est de toutes les Revues spécialisées une des mieux faites. Le fait qu'elle traite également de questions intéressant les routiers lui permet de conserver, vis-à-vis de ses lecteurs, l'indépendance indispensable pour que ses avis soient écoutés. De plus, les idées que nous voulons répandre par son truchement conservent l'apparence d'être émises par les rédacteurs de la Revue. C'est là un point essentiel en matière de propagande.

Au résumé et bien qu'il ne soit pas possible de mesurer sur des données précises le rendement de la propagande que nous faisons dans "FRANCE TRANSPORTS", nous estimons qu'au point de vue commercial, il y a tout intérêt à la continuer et nous avons l'honneur de proposer au Comité de vouloir bien renouveler l'accord passé avec cette Revue.

Signé : MAROIS.



## ARTICLES FERROVIAIRES PARUS DANS "FRANCE TRANSPORTS"

du 15 juin 1938 au 15 mars 1939

-----

- n° 253  
du  
15 juin 1938  
-----  
Au sujet d'une étude de M. Roger BRUNET sur les entreprises de groupage et la coordination des transports par L.R. JACQUOT. Coordination Rail - Route: les groupements professionnels et les ententes tarifaires par R. LAPLAINE  
De quelques connaissances tarifaires indispensables par F. LE BRETON.
- n° 254  
du  
1<sup>er</sup> juillet 1938  
Les décrets-lois du 14 juin sur les Chemins de fer par L.R. JACQUOT.  
Les transports privés de marchandises et la coordination par L.R. LAPLAINE.  
Au sujet des transports Rail - Route par René PORTE.  
De quelques connaissances tarifaires indispensables par F. LE BRETON.  
Les changes et les transports.
- n° 255  
du  
15 juillet 1938  
Le décret-loi du 17/6/38 par R. LAPLAINE.  
Les décrets-lois et la coordination.  
De quelques connaissances tarifaires indispensables par F. LE BRETON.
- n° 256  
du  
1<sup>er</sup> août 1938  
Le résultat de l'exploitation des chemins de fer français par la S.N.C.F. par Ch. PCMARET.  
Quelques réflexions sur les taxes de coordination.  
La situation des départements frontalières à l'égard des taxes de coordination.  
De quelques connaissances tarifaires indispensables par F. LE BRETON.
- n° 257  
du  
15 août 1938  
La coordination voyageurs: où en est-on? (LAPLAINE).  
De quelques connaissances tarifaires indispensables (LE BRETON).
- n° 258  
du  
1<sup>er</sup> septembre 1938  
Le contrôle de l'Etat sur les chemins de fer et les transports par R. LAPLAINE.  
Résultats probables de la coordination des services ferroviaires et routiers des transports de voyageurs par R. JACQUOT.  
Les changes et les transports.

....

- n° 259  
du  
15 septem. 1938 La coordination du rail et de l'eau par R. LAPLAINE.  
Coordination Rail et Route - Comité de Coordination et  
carnet de bord - par R. JACQUOT.  
Les changes et les transports.
- n° 260  
du  
1<sup>er</sup> octobre 1938 Nouvelle coordination voyageurs - par R. LAPLAINE.  
Les changes et les transports.
- n° 261  
du  
15 octobre 1938 Sur les cartes provisoires et les cartes définitives  
de transport par R. LAPLAINE.  
Quelques modifications dans les tarifs (LE BRETON).
- n° 262  
du  
1<sup>er</sup> novem. 1938 Vue d'ensemble sur les décrets-lois du 12 octobre  
1938 (R. LAPLAINE).  
Le chemin de fer et le transport de domicile à  
domicile par F. LE BRETON.
- n° 263  
du  
15 novem. 1938 Le décret du 12 octobre 1938 sur la coordination des  
transports marchandises et les tarifs - par F. LE BRETON.  
Le transport par fer des produits de l'industrie du  
papier et du carton.  
La nouvelle étape franchie dans la coordination par  
R. LAPLAINE.
- n° 264  
du  
1<sup>er</sup> décem. 1938 La vérité sur le bilan économique et la situation  
financière des chemins de fer (Léon BUIS).  
Plusieurs questions ayant trait aux tarifs de trans-  
port de marchandises par fer (LE BRETON).  
Chemins de fer et décrets-lois.  
Le plan Paul. REYNAUD et la coordination (R. LAPLAINE).  
Les décrets-lois et la coordination - La coordination  
du rail et de l'eau.  
Les changes et les transports.
- n° 265  
du  
15 décem. 1938 Les bananes et leur transport.  
Coup d'oeil sur l'exploitation des chemins de fer par  
la S.N.C.F., par F. LE BRETON.  
Tarifs ferroviaires français et internationaux -  
Coordination: les transports routiers de marchandises  
et les groupements professionnels.  
Les changes et les transports.



- n° 266  
du  
1 janvier 1939
- La coordination des transports et l'activité du  
Conseil Supérieur par Daniel VINCENT.  
Premier anniversaire de la S.N.C.F. par P. GUINAND  
La coordination vitesse et poids lourds (LA PLAINE)  
Concurrence des transports routiers voyageurs et  
Conseil d'Etat.  
Des manquants dans les chargements de wagons com-  
plets (MASSIUS).
- n° 267  
du  
15 janvier 1939
- La question du pesage (F. LE BRETON)  
Les emballages et les arrivages dans les transports  
ferroviaires.  
Tarifs français et internationaux  
Le marché des changes et les transports
- n° 268  
du  
1 février 1939
- La question du pesage par F. LE BRETON  
Tarifs français et internationaux
- n° 269  
du  
15 février 1939
- Coordination : la codification du 12/1/39 par  
R. LAPLAINE
- n° 270  
du  
1 mars 1939
- Les marchés publics par P. GUINAND  
Transports combinés rail-route par R. JACQUOT  
Accélération des transports de marchandises par  
voie ferrée par J. MOTTET.  
  
Tarifs français et internationaux  
La responsabilité des groupeurs.
- n° 271  
du  
15 mars 1939
- Une conférence sur les problèmes du rail (VINCENT)  
(Analyse de conférences prononcées à la Salle des  
Ingénieurs Civils par M.M. LE BESNERAIS, GOURSAT, LEVY  
BOYAUX).  
Réglementation du rail et de la route en matière  
de tarifs marchandises par DELANNEY.  
Transports combinés rail-route et accélération  
générale des transports par JACQUOT.  
Tarifs français et internationaux.  
Les changes et les transports.

En outre de ces articles, "FRANCE - TRANSPORTS" a  
publié dans tous ses numéros des informations relatives aux  
tarifs et un numéro spécial exclusivement consacré aux  
containers.